

JOURNAL PARLÉ

DE LA MAISON DE L'EUROPE DE PARIS

Jeudi 8 janvier 2009

« L'Europe dans le monde à l'aube de l'an neuf »
« Sarko, le flamboyant : bilan d'une présidence – Klaus et Topolanek : entre scepticisme et pragmatisme – L'Europe de l'Atlantique à l'Oural : quelle sécurité ? – United States : le 44^{ème} président - turbulences mondiales - effervescence orientale »

par Jean-Pierre GOUZY

Vice-président de la Maison de l'Europe de Paris
Président d'honneur de l'Association
des Journalistes Européens

En attendant que Barak Obama relaie le 20 janvier, avec la nouvelle administration démocrate, l'administration républicaine de George Bush aux Etats-Unis, trois dossiers majeurs vont retenir l'essentiel de notre attention, en ce début d'année 2009 :

- Celui de la crise économique et financière mondiale, tout d'abord.
- Celui des incertitudes de la construction européenne dont nul ne peut assurer aujourd'hui qu'elle parviendra à doubler sans dommages le cap de la ratification du traité de Lisbonne ou à maîtriser les conséquences de ses élargissements successifs, alors que d'autres se préparent et qu'elle doit établir des rapports de partenariat aussi bien avec les pays de l'ex-URSS qui ont récupéré leur indépendance sans adhérer à l'Union, qu'avec la Russie elle-même.
- Celui, enfin, des névroses qui ont tendance à se relayer en chaîne en Orient. Hier, il s'agissait de la guerre d'Irak, puis ce fut le cas de l'interminable convulsion afghane, des coups de sang et des ensanglantements des pays du Cèdre. Aujourd'hui, la guerre s'est transportée dans la bande de Gaza sous l'œil d'un Iran qui poursuit ses préparatifs nucléaires, alors que le terrorisme établit ses nouveaux quartiers au Pakistan et commence sérieusement à se manifester en Inde.

Comment ne pas percevoir que les éléments épars de ces affrontements pourraient un jour se coaguler dans la vaste zone stratégique et géopolitique que les Américains désignent sous l'appellation de « grand Moyen-Orient » ?

I – LA CRISE FINANCIERE

La crise financière et bancaire mondiale a pris corps à Wall Street avec l'avatar des subprimes : évènement qui s'est transformé en débâcle dans l'impossibilité où se sont trouvés un nombre croissant de ménages américains de rembourser les crédits immobiliers libéralement accordés par des intermédiaires financiers rémunérés au chiffre d'affaires.

De trop nombreuses créances douteuses transformées en titres sur les marchés et dispersées dans les bilans des établissements financiers sont à l'origine d'une tourmente bancaire qui s'est généralisée au cours de l'année 2008 provoquant une crise de confiance de plus en plus étendue avec toutes ses conséquences. Mais ce que l'on sait moins, c'est que l'économie américaine, comme l'a révélé le MBER (Bureau national de la recherche économique) agissant sous l'autorité de professeurs d'universités de Stanford, Berkeley, Harvard ainsi que du Massachusetts Institute of Technology (MIT) était proche de la récession depuis la fin de 2007, mettant fin à une période de croissance qui date de la fin de l'année 2001.

Ainsi, l'économie américaine qui reste majeure dans le système international a entraîné une phase de déstabilisation mondiale, d'effondrement des plus grandes banques des Etats-Unis (Bear Stearns, Citigroup, Merrill Lynch, Lehman Brothers, etc...) et de graves désordres dans des banques étrangères qui incorporent des « actifs toxiques » d'outre-Atlantique, qu'il s'agisse, dès le printemps 2008, par exemple, de l'UBS (Union des Banques suisses) première banque helvétique ; du Crédit Suisse ; de la Royal Bank of Scotland ; du Crédit Agricole ; de la Société Générale ; de Natixis, notamment ; du groupe belgo-néerlandais-luxembourgeois de Fortis, première banque du Benelux ; puis ce dernier automne, des filiales des Caisses

d'Épargne et des Banques Populaires ; des grandes banques irlandaises, de la Bank of America, première banque des États-Unis, de la Commerzbank allemande, du puissant groupe néerlandais ING, et j'en passe....

Certaines des entités atteintes de plein fouet par la crise ont des actifs qui dépassent ceux du PIB des pays auxquels elles appartiennent. Selon des calculs effectués en 2007, tel est le cas avec la Royal Bank of Scotland (109 % du PIB britannique). C'est presque celui de HSBC (84 % du PIB britannique). C'est le cas en France, ou peu s'en faut, de la BNP Paribas avec ses 1 694,5 milliards de capitalisation boursière (soit l'équivalent de 95 % du PIB). C'est le cas en Suisse avec l'UBS, mais également avec le Crédit Suisse. C'est le cas aussi de la Bank of Ireland et d'Allied Irish. La petite Islande avec un PIB de 12,3 milliards d'euros avait, de son côté, laissé imprudemment ses deux grandes banques (Kaupthing et Landsbanki) accumuler respectivement 442 et 267 % d'actifs par rapport au PIB islandais, alors que les actifs des banques islandaises ont pourri à Wall Street dans la crise des subprimes.

Aux États-Unis, après sa promulgation fin septembre, le plan Paulson, du nouveau Secrétaire d'État au trésor de l'administration George Bush, avec une capacité mobilisatrice de 700 milliards de dollars, avait essentiellement pour objectif de permettre le rachat des actifs toxiques des banques. Mais, changement de cap : les montants votés par le Congrès devraient désormais servir, en priorité, à la recapitalisation du secteur financier. Dans cette perspective, par exemple, un plan de sauvetage de Citigroup, sous la forme d'une tranche de capital excédentaire et d'une garantie de l'État américain, a permis de dégager les quelques 300 milliards de dollars estimés nécessaires à l'objectif.

Ce n'est pas tout, tant s'en faut : le 10 novembre, avec les organismes de refinancement et de garantie du crédit immobilier Fannie Mae, mis sous tutelle dès septembre, ainsi qu'AIG, organismes ayant annoncé respectivement 28,9 milliards et 24,47 milliards de dollars de pertes, Fannie Mae a été placé sous administration publique et AIG réorganisé, incitant l'effort public à mobiliser 150 milliards d'euros.

Par ailleurs, parallèlement, l'Agence fédérale américaine pour le financement du logement a présenté un plan destiné à réduire les saisies immobilières qui, entre juillet et septembre 2008, auraient concerné 2,3 millions de maisons.

Pour faire face de leur côté à l'onde de choc de la crise, les pays de la zone euro se sont mis d'accord, dès le 12 octobre dernier, sur un dispositif de sauvetage de l'économie mondiale et le 15 novembre suivant les représentants des principaux pays moteurs se sont rencontrés à Washington pour fixer les grandes lignes des réformes destinées à favoriser une relance globale, sous l'effet d'une nouvelle régulation définie et mise en œuvre en commun. Régulation, le mot d'ordre était lancé. Certains ont même évoqué un peu pompeusement un nouveau « Bretton Woods ». Les experts devaient se mettre au travail en attendant de se retrouver à Londres, au niveau politique, en avril 2009, cette fois avec Barak Obama, comme président des États-Unis. L'important étant alors d'adopter concrètement de nouvelles règles du jeu, et des disciplines plus contraignantes sur le plan bancaire et financier, pour l'ensemble de la planète.

Outre les huit principaux pays industriels occidentaux qui composent déjà ce que l'on appelle le G8 (États-Unis, Allemagne, Canada, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Russie), la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, l'Australie, l'Argentine, la Corée du Sud, l'Indonésie, le Mexique, la Turquie étaient de la partie en compagnie du secrétaire général de l'ONU, du président de la Commission européenne, du directeur de la Banque mondiale, des représentants du Fonds monétaire international et du Fonds de stabilisation

financière récemment institué. Pour l'heure, seules les pistes d'une relance ont été identifiées par ce cénacle de poids lourds, avec pour but de

- renforcer la transparence,
- améliorer le contrôle prudentiel qui, en effet, comme les événements l'ont montré, en a grand besoin,
- promouvoir l'intégrité des marchés, notamment en évitant au système financier international de se laisser piéger dans les paradis fiscaux,
- rejeter la tentation du protectionnisme qui se manifeste tout naturellement dans les périodes de crise.

La Déclaration de Washington a préconisé également une surveillance stricte des agences de notation, une remise à plat des « effets de leviers » des rémunérations excessives des « manitous » de la finance.

Enfin, les institutions de Bretton Woods (FMI, Banque Mondiale) devraient être réformées de manière à ce qu'elles reflètent mieux l'évolution des différents ensembles en fonction de leur poids économique, mais sans toucher évidemment au rôle mondial du dollar. Ceci dit, nous sommes sur le seuil d'une mutation : on a commencé à parler de G20 et celui-ci est appelé à se substituer progressivement au G7. Le nombre des parties prenantes augmentant en matière économique, ce changement se posera sur le plan de l'organisation politique, c'est-à-dire de l'ONU et, surtout, de son Conseil de sécurité.

Le plan mondial du 15 novembre avait de plus été préparé le 15 octobre par un programme européen engageant à des degrés divers les 27 pays qui composent l'Union européenne, trois jours après un « sommet extraordinaire » de la zone euro.

En fait, les Européens ont surtout accepté un cadrage commun des différents dispositifs anti-crisis adoptés ou en voie de l'être dans les Etats membres.

Au total, 200 milliards d'Euros (c'est du moins le chiffre annoncé) seraient mobilisés pour cette relance, soit environ 1,50 % du PIB. Sur ce montant, 170 milliards seront à la charge des Etats membres et les milliards restants dépendront de la Banque européenne d'investissements ainsi que du budget communautaire.

Parmi les priorités annoncées, citons les mesures de soutien à l'emploi, la réduction des charges sociales qui relève plus des bonnes intentions gestionnaires que de la capacité réelle à les obtenir, des mesures améliorant l'accès au financement des PME et la modernisation des infrastructures, des dispositions budgétaires et fiscales dans la recherche, le développement, les technologies dites « propres », la promotion d'Internet à « haute définition ».

En France, le gouvernement a prévu pour la relance une première enveloppe de 23 milliards d'euros. S'ajoutent des injections d'argent public dans les banques estimées, au total pour le moment, à 21 milliards d'euros, sous forme d'aide en fonds propres, rémunérés par des taux d'intérêt.

En Allemagne, un plan de 50 milliards d'euros est en cours de définition pour une période de deux années. Il devrait se substituer à un premier projet de 31 milliards pour la même durée, prévu en décembre dernier, dont une douzaine représenteraient des dépenses annuelles. Des dispositions sont également en cours de définition pour les entreprises.

Au Royaume-Uni, le plan de sauvetage arrêté en décembre serait de l'ordre de 23,5 milliards d'euros. Par ailleurs, l'Etat a investi en octobre 37 milliards de livres pour sauver l'ensemble

du système bancaire et devrait se préoccuper maintenant de la relance du crédit, notamment aux entreprises.

En Espagne, 27 milliards d'euros ont été prévus dans la même perspective, tandis qu'en Italie, le montant de l'endettement dépassant celui du PIB, le gouvernement Berlusconi, au-delà d'un nouvel effort limité à quelques milliards d'euros, continue à accorder la priorité pour la relance économique, à un projet triennal de grands travaux, voté en juin 2008, à concurrence de 16 milliards d'euros.

QUELLES PERSPECTIVES POUR 2009 ?

L'année 2009, quoi qu'il en soit, devra apporter la preuve que nous sommes capables de sortir sans trop de casse d'une période de marasme économique, avec des conséquences sociales négatives au cours des prochains mois, en particulier concernant l'emploi.

Selon les institutions internationales (le FMI), dans les pays développés / industrialisés, pour la première fois depuis 1945, la croissance sera dans l'ensemble négative : - 3,4 % aux Etats-Unis ; - 2 % au Japon ; au moins - 2 % en Allemagne ; - 2,7 % en Grande-Bretagne, etc.... L'économie irlandaise qui serait la plus dépendante des Etats-Unis plongerait de 4 % en 2009. Pourcentage record !

Bien que mondiale, la crise affaiblira le taux de croissance des pays émergents, mais globalement cette croissance resterait positive : de l'ordre de 4 à 5 % dans l'ensemble ; 7 % en Inde ; 8 % en Chine (selon l'OCDE mais un peu moins pour la Banque mondiale). Au passage, un mot de la Chine... Le géant a adopté un plan de relance évalué à 454 milliards d'euros. Priorité aux investissements internes et à la relance de la consommation. Ralentissement du rythme boulimique des exportations qui se traduit par une accumulation de 1 800 milliards de dollars de réserves.

Le Moyen-Orient, sauf contrecoup prononcé d'une crise politique majeure, devrait également s'en sortir à bon compte grâce, en particulier, à l'exportation des hydrocarbures qui, après l'effondrement de la fin de l'année 2008, va reprendre un cours haussier : 2 000 milliards de dollars de réserves dans les fonds souverains d'Abou Dhabi, de Dubaï, de Koweït City, Doha et Ryad, permettent un certain « wait and see ».

Au Japon, le Gouvernement a annoncé en décembre 2008 une rallonge budgétée de 36,6 milliards d'euros (4 800 milliards de yens), après une première injection de 1 800 milliards de yens dans la machine économique décidée en août dernier. Le Japon est entré en récession dès le troisième trimestre 2008. Le géant de l'automobile, Toyota, prévoit une très forte perte de l'exploitation, de même que Sony pour l'électronique grand public.

Aux Etats-Unis, le chômage est en forte augmentation, atteignant 7,2 % de la population active en décembre 2008. 2,6 millions de postes ont été supprimés en 2008. Les banques ont licencié massivement 35 000 salariés pour la Bank of America ; 53 000 pour la Citibank. Par contre, le rythme annuel de l'inflation a été ramené à 1 % ; les prix de l'immobilier se sont effondrés. Les taux d'intérêt sont historiquement bas (entre 0 et 0,25 %).

La crise a affecté de plein fouet l'automobile. Pour sauver Détroit, George Bush a accordé, contre l'avis du Sénat, une aide d'urgence de 13 milliards de dollars à General Motors et Chrysler afin de leur éviter la faillite et le licenciement de 380 000 salariés, sans parler des

sous-traitants. Les firmes ont jusqu'au 31 mars pour faire la preuve de leurs capacités de redressement. Des aides similaires ont été accordées par les autorités canadiennes aux deux firmes américaines, dix usines Chrysler et General Motors étant implantées au Canada, notamment dans l'Ontario.

Pour mémoire, des chutes de ventes comparables ont affecté en Europe PSA, Renault, Fiat, BMW, Daimler, Mercedes dans des proportions variables : entre 20 et 30 %.

En France, enfin, après cinq années bénéfiques, le CAC 40 a plongé en 2008 de 42,62 %. Le chômage a brutalement augmenté en novembre pour atteindre 8,5 % de la population active. Si la récession prévue par le FMI pour 2009 n'est que de l'ordre de 0,5 %, elle pourrait atteindre, selon l'INSEE, jusqu'à 1,1 % au premier semestre, et selon la Banque de France, 0,6 %. Parallèlement, le projet de loi de finances rectificative pour 2008 porte le déficit budgétaire à 51,4 milliards d'Euros contre 38,4 fin 2007 et 41,7 dans la loi de finance primitive. Quant au déficit commercial, il serait au moins de 55,2 milliards contre 40 en 2007.

Le dérapage des déficits publics est plus que préoccupant, si l'on considère que les critères monétaires de Maastricht sont toujours de mise : 3,9 % de PIB en prévision pour 2009, selon le rapporteur de la commission des finances du Sénat. Notre dette publique, pour sa part, dépasse les 1 200 milliards d'euros. Cela n'empêchera pas, pour autant, le projet sarkozien de Fonds souverain d'investissements à la française d'être mis en place avec une dotation de 20 milliards d'euros dont 6 provenant de la Caisse des Dépôts et Consignation. L'Etat pourra en disposer à court terme.

Comment se régleront toutes ces factures ? De toute façon, nous savons que les milliards ne tombent pas du ciel...

Plusieurs conclusions s'imposent provisoirement :

1. Il serait prétentieux de prétendre prévoir quand l'économie mondiale repartira effectivement. La croissance dans l'UE comme aux Etats-Unis connaîtra une phase de récession durable pendant l'année 2009. Toutefois, nous devons garder en mémoire l'extrême volatilité des facteurs économiques et financiers qui provoquent nécessairement des effets erratiques sur les marchés boursiers. Le baril de pétrole en est un témoignage : 147,50 euros en juillet dernier ; moins de 40 dollars au début de décembre. Mais qui se souvient, en dehors des professionnels, que les cours du cuivre ont approché 10 000 dollars la tonne pour tomber à 3 555 en décembre dernier et que les prix du blé à Chicago ont perdu depuis le début de l'année 2008, plus de 50 % de leur valeur ; ceux du coton, plus de 60 % ? L'indice composite des dix-neuf principaux produits de base a atteint 473,52 points le 2 juillet 2008 pour retomber à 218 le 4 décembre suivant, etc... De fait, les variations des cours des matières premières accompagnent désormais très généralement, mais selon des critères qui leur sont propres, les allées et venues des cotations du pétrole à Londres et à New York.
2. Dans cette crise, l'Union européenne a surtout mis une fois de plus en évidence ses limites. Les européens se sont certes concertés, mais ils ont développé une solidarité minimale. Ils ont additionné de concert leurs plans nationaux, surtout dans la zone euro. Il existe, en effet, une unité monétaire mais l'Union économique qui l'accompagne assemble encore pour le moment des modèles de développement hétéroclites, qu'il s'agisse des fiscalités disparates ou des comportements pluriels des autorités politiques à l'égard des déficits.

3. Est-il possible, sans apparaître comme un naïf invétéré, d'attendre de ceux qui déclarent vouloir tirer les vraies leçons de cette crise, une certaine « moralisation » du capitalisme qui fasse, par exemple, que le scandale des subprimes ne puisse se reproduire, car, tout de même, il a conduit les grandes places financières à perdre à peu près la moitié de leur capitalisation entre le début de l'exercice avril 2008 et le mois d'octobre, comme l'équipe de journalistes spécialisés d'un de nos grands quotidiens a pu le calculer, soit 25 000 milliards de dollars ? Et que, d'autre part, on puisse désormais empêcher qu'un nouveau virus Madoff ne vienne ajouter au désarroi en contaminant la planète financière, escroquant au passage une cinquantaine de milliards de dollars à des pigeons de haut vol, au nez et à la barbe sinon grâce à la complicité de la « Securities and Exchange Commission », gendarme boursier de Wall Street qui, malgré ses milliers d'employés, a été incapable de déceler les montages à l'escroquerie de « Bernie » (Bernard Madoff) ancien patron de l'indice Nasdaq, qui régente les valeurs technologiques aux côtés de son grand frère, le Dow Jones, et de ses cousins Dax, Footsie, Cac40, Nikkei. Madoff n'avait pas établi ses pénates dans un paradis fiscal de rêve comme les Iles Caïmans, à l'abri de leur souveraineté de pacotille, au cœur de la mer des Antilles, non loin d'ailleurs de Cuba où le castrisme achève de se consumer, mais dans le brouhaha anonyme qui environne le Lipstick building à New York.

II – LA PRESIDENCE SARKOZIENNE DE L'UE

Au cours du Printemps dernier, nous avançons un souhait : que la présidence française annoncée de l'Union européenne – au-delà des petites polémiques dont l'hexagone fait son miel à propos des tribulations élyséennes – prenne pleinement la mesure de ses responsabilités, au cours du second semestre de l'année 2008.

Or, nous ajoutons : Nicolas Sarkozy dont on connaît déjà, sur le plan national, la propension à la personnalisation dans l'exercice de ses fonctions et les capacités de forcing, devra avant tout se montrer attentif au fait que les partenaires de la France entendent s'associer à des actions concertées, mais certainement pas à l'expédition au pas de charge, d'initiatives qui les placeraient devant des faits accomplis.

Il était essentiellement question, alors, dans les sphères françaises de jeter les bases d'une Union méditerranéenne, lors d'un sommet qui serait ouvert aux Etats riverains, le 13 juillet 2008, à Paris, en guise de préambule aux habituelles festivités nationales à l'occasion de l'anniversaire de la prise de la Bastille. L'Allemagne avait déjà multiplié les réserves à l'égard de ce qui lui apparaissait, à tort ou à raison, comme une improvisation française. Pour Angela Merkel, tout projet d'Union méditerranéenne devrait impliquer l'ensemble des Etats membres de l'Union européenne déjà partie prenante dans le « processus » dit de « Barcelone », qui resterait le cadre de référence, même si le bilan de ce premier processus « euromed » avait été jusqu'alors « décevant », parce que, sans doute, on avait fortement sous-estimé l'impact désagrégateur des désordres qui caractérisent la situation en Méditerranée orientale (Liban, Israël, Palestine) et l'incertitude consécutive à la nature des relations susceptibles de s'établir entre l'Union européenne et la Turquie du fait de la demande d'adhésion d'Ankara.

Bref, la présidence française a très vite découvert qu'il était juridiquement impossible d'ignorer l'existence du processus de Barcelone mis en place en novembre 1995, auquel participaient l'ensemble des pays de l'UE, et les conséquences de sa mise en cause pour la

cohésion de l'Union considérée dans son ensemble. De concession en concession, les négociateurs ont dû accepter que le siège de « l'Union pour la Méditerranée » (appellation définitive acceptée par l'Union européenne) soit fixé dans la capitale de la Catalogne, comme l'était déjà celui du « processus de Barcelone », et non à Malte ou Tunis, comme ils l'avaient espéré.

D'autre part, les difficultés budgétaires continuent à limiter les ambitions en ces temps de crise. Pour donner sa pleine signification à l'Union pour la Méditerranée, il faudrait investir. Ce qui n'est pas encore le cas. Somme toute, on a décidé d'ouvrir un chantier, mais les priorités qu'il suggère demeurent hypothétiques. Ce qui nous avait été présenté comme un projet-phare de la présidence française, s'est, pour le moment et par la force des choses, réduit comme une peau de chagrin, même si l'objectif recherché n'a pas été abandonné pour autant. De cet abandon il n'est officiellement pas question : on s'est fixé un programme de travail (dépollution de la Méditerranée, énergie solaire, voies de navigation inter-régionales rapides, par exemple entre Alexandrie et Tanger, dispositif scientifique et universitaire méditerranéen concernant l'agriculture, la pêche, la désertification, la protection civile, la coopération secouriste en cas de catastrophe, le développement des entreprises, etc...)

Quarante-trois pays sont concernés sur le papier. Seul Khadafi et ses libyens ont décidé de « faire tente » à part. Nicolas Sarkozy et l'égyptien Hosni Moubarak coprésident la nouvelle entité, mais *quid*, encore une fois, des fonds destinés à de nouvelles initiatives et des dispositions à adopter pour attirer les investisseurs privés ? Les réponses restent vagues. On sait seulement que le budget communautaire sera mis à contribution et les Etats membres également, selon des montants et des règles qui restent à préciser.

Par ailleurs, la présidence française avait annoncé son intention de mettre en place une « doctrine européenne de l'énergie », une redéfinition également de la politique agricole commune ; une « politique globale d'asile et de migration » ; une éventuelle programmation par étapes à venir de la politique de défense commune.

Qu'est-il advenu de ces divers projets ?

L'ordinaire d'une présidence

- Concernant le développement durable et la politique de l'énergie, nous avons effectivement abouti à la définition d'un « paquet énergie climat », bien ficelé. L'Union européenne donne le bon exemple. Elle veut réduire d'ici l'an 2020, 20 % des émissions de gaz à effets de serre par rapport à 1990 ; porter à 20 % la part des énergies « renouvelables » dans notre consommation énergétique ; réaliser 20 % d'économie d'énergie. De très importants quotas de pollution gratuite ont dû être accordés à la Pologne tributaire de ses centrales thermiques à charbon ; aux Allemands, pour leurs cimenteries ; aux Italiens, pour leurs verreries, etc... Au total, on en est venu parfois à se demander combien d'industriels auront à régler leurs quotas avec les critères retenus.
- Concernant la PAC (Politique agricole commune), on s'est borné pour l'essentiel à établir un « bilan de santé », défendu par Michel Barnier et contesté seulement au niveau du Conseil par les Lettons, les Suédois et les Britanniques. Dans ce dernier cas, on respecte une tradition bien établie depuis les origines de l'entreprise communautaire. Pour le moment, le fonctionnement de la PAC est garanti jusqu'en 2013, mais les débats liés aux nouvelles définitions budgétaires commenceront bien avant. Les nouveaux défis agricoles retenus sont les suivants :

- augmentation de la demande mondiale : 9 milliards d'humains à nourrir selon les prévisions en 2050, contre 7 milliards aujourd'hui.
 - exigences environnementales croissantes
 - risques sanitaires nouveaux
 - changements climatiques prévisibles
 - nécessité de répondre à des normes élevées
 - renforcement de la compétitivité de nos produits.
- Concernant la définition d'un Pacte européen sur l'immigration et l'asile, nous disposons d'un document d'une quinzaine de pages, consacré à l'immigration légale, l'immigration irrégulière, au renforcement des contrôles aux frontières, à la construction d'une Europe de l'asile.

Nous avons relevé au passage quelques points qui nous ont paru assez significatifs :

- Les étrangers en situation irrégulière sur le territoire des Etats membres devront quitter ces territoires. Chaque Etat membre s'engage à assurer l'application effective de ce principe. A cet effet, les régularisations devront être considérées au cas par cas. Les régularisations massives du type de celles auxquelles il a été procédé en Espagne et en Italie ces dernières années ne seraient plus de mise.
 - Des accords de réadmission seront conclus avec les pays concernés, soit au niveau européen, soit sur un plan bilatéral, de sorte que chaque Etat membre dispose d'outils juridiques adaptés face à l'immigration irrégulière.
 - La généralisation, au plus tard le 1^{er} janvier 2012, de la délivrance de visas biométriques est désormais annoncée.
 - Des outils de technologie modernes garantissant l'interopérabilité et permettant une gestion efficace des frontières extérieures seront déployés.
 - La Commission est invitée à présenter des propositions en vue d'instaurer, si possible en 2010 et au plus tard en 2012, une procédure d'asile unique comportant des garanties communes sur la base des statuts uniformes pour les réfugiés.
 - Il appartiendra au Conseil européen, en outre, d'organiser à son niveau, un débat annuel sur les politiques d'immigration et d'asile, invitant la Commission à présenter chaque année au Conseil un rapport sur les mises en œuvre du présent Pacte.
- Concernant, enfin, dans un autre registre, la défense, les résultats de la présidence française relèvent, à mon sens, de pétitions de principe peu significatives depuis les accords franco-britanniques de Saint-Malo, dont on nous a dit grand bien depuis dix ans, mais dont on serait bien en peine de présenter un bilan probant. Cette fois encore, il a été convenu d'avancer dans ce chantier pourtant prometteur. Que nous dit-on dans cette perspective ?
 - Qu'il conviendrait « d'améliorer progressivement les capacités civiles et militaires » dont nous disposons.
 - Qu'il serait souhaitable d'assumer de manière crédible et efficace des responsabilités dans le cadre d'un « partenariat atlantique rénové ». Le texte rappelle en effet que l'Europe s'était engagée à être effectivement capable au cours des années à venir, de déployer 60 000 hommes en 60 jours, pour une

opération majeure dans la gamme de celles qui ont été prévues dans « l'objectif 2010 ».

Le Conseil européen a réaffirmé également sa volonté de renforcer le partenariat stratégique entre l'UE et l'OTAN. A cette fin, il approuve l'établissement d'un groupe informel (pourquoi donc « informel » ?) mais comme il se doit, à « haut niveau » UE – OTAN afin d'améliorer « de façon pragmatique la coopération entre les deux organisations sur le terrain »...

Voilà comment peuvent se résumer les acquis que je qualifierai d'ordinaires de la présidence française. Les résultats sont assez mineurs, si on excepte le « paquet énergie-climat » à propos duquel le Parlement européen a été appelé à se prononcer dès le 17 décembre à de fortes majorités en adoptant plusieurs directives (comme celle destinée à la promotion de l'énergie basée sur des sources renouvelables par 635 voix contre 25 ou celle sur le gaz à effet de serre par 670 voix contre 20).

III – IMPASSE IRLANDAISE ET PRÉSIDENTE TCHÈQUE

Par contre, la présidence française n'a pratiquement rien pu faire de significatif pour obtenir, dans le temps où s'exerçait sa magistrature, la ratification du traité de Lisbonne. A pied d'œuvre le 1^{er} juillet 2008, elle dut subir le désagrément d'un vote négatif à 53,4 % des électeurs gaéliques qui s'étaient prononcés par référendum le 12 juin précédent. Nicolas Sarkozy, fidèle à lui-même, a tenu à se rendre dès le 21 juillet à Dublin pour tenter d'obtenir un nouveau vote populaire à bref délai. Echaudés par l'échec récent de cette procédure, ses interlocuteurs lui ont fait savoir que : ou bien les pays partenaires devraient se passer de l'Irlande, ou bien il leur faudrait patienter quelques temps.

Le président en exercice du Conseil européen a dû en prendre son parti après avoir, qui plus est, essuyé au passage les quolibets d'agriculteurs irlandais.

Finalement, le premier ministre de l'Eire, désigné sous le nom de « taoiseach » en l'occurrence Brian Cowen, a confirmé à Bruxelles, en décembre dernier, qu'il s'engageait à « rechercher » la ratification du traité de Lisbonne d'ici la fin du mandat de l'actuelle Commission Barroso, prévue le 1^{er} novembre 2009, avec l'intention d'obtenir son entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

En contrepartie, l'Irlande devrait obtenir un certain nombre de « garanties juridiquement contraignantes » sur des sujets aussi divers que le droit à la vie, la famille et la neutralité, par exemple, mais surtout sur la composition de la Commission qui, contrairement à ce qui avait été prévu comme règle par le traité de Lisbonne, devrait comprendre durablement et sans échappatoire possible, un représentant par Etat membre.

Cette garantie existe au niveau du Conseil des ministres, alors que la Commission a pour mandat depuis que Jean Monnet en a conçu le schéma d'origine, d'incarner l'intérêt général. Rien n'y a fait.

De plus, les textes étant ce qu'ils sont, si le traité de Lisbonne finit par être ratifié, il faudra à nouveau réunir la majorité des Etats membres pour donner satisfaction à l'Irlande, en s'en tenant à la procédure prévue par l'article 17-5 de celui-ci qui prévoit qu'en 2014, la

Commission sera composée « d'un nombre de membres, y compris son président et le Haut représentant pour les politiques étrangères et de sécurité, correspondant aux deux tiers seulement de ceux-ci, à moins que le Conseil européen, statuant à l'unanimité, ne demande de modifier ce nombre ». Ce qui, en la circonstance, devra être le cas.

Mais cette difficulté irlandaise qui prend en otage l'ensemble de l'Union européenne n'est pas la seule : la République tchèque qui a relayé la France à la tête de l'Union assume la continuité de la présidence du Conseil européen depuis le 1^{er} janvier. C'est le premier ministre du gouvernement de Prague, Mirek Topolanek, un « euro-pragmatique » qui assumera la charge et non le président de la République tchèque, Vaclav Klaus, réincarnation du personnage thatchérien en Bohême. Topolanek endossera la responsabilité effective des conséquences de la ratification du traité de Lisbonne en février à Prague. Même si les parlementaires tchèques ratifient le traité dans leur majorité, le président Vaclav Klaus et son alter ego polonais ne le parapheront probablement pas tant que la République d'Irlande ne se sera pas définitivement prononcée. L'Union européenne sera alors, au second semestre 2009, sous la présidence suédoise. Mais, comme le calendrier politique veut que le Parlement européen soit réélu en juin, la procédure de renouvellement de la Commission commençant par la désignation de son président (même s'il s'agit d'une présidence Barroso bis) sera entreprise sans délai après l'élection du Parlement européen – c'est-à-dire, selon toute vraisemblance, au terme de la présidence tchèque. Tout ceci est d'une simplicité biblique !

Un fait est certain, la réactivité de Nicolas Sarkozy, multipliant allées et venues, initiatives, réunions du Conseil européen a surpris ses alter ego. Aucun d'entre eux, à mon souvenir, ne s'est autant impliqué dans une présidence communautaire avec le style bien particulier qui le caractérise.

Quand, par exemple, il apprend l'été dernier que les chars russes s'avancent vers Tbilissi, la capitale géorgienne, il surprend tout le monde en déboulant sans préavis au Kremlin et sans mandat autre que celui qu'il s'était donné à lui-même en la circonstance ! Sans complexe, il va tutoyer le nouveau président russe, Medvedev, et l'interpelle alors que son « mentor » Vladimir Poutine quitte Pékin et ses Olympiades pour le Caucase : « Alors Dmitri, fais pas de connerie. Prends un siège et un bloc de papier. Asseyons-nous et discutons : on va convenir en six points des conditions d'un cessez-le-feu. Bernard Kouchner que j'ai expédié à Tbilissi s'occupe de Sakachvili. Ça doit marcher ». Ça a marché !

Quand, par la suite, la crise financière se généralisera à l'échelle mondiale pour enfanter une sorte de tsunami économique, Sarkozy en visite au Québec imposera un rendez-vous, sans aucun protocole, à son ami George W. qui le recevra à Camp David le 18 octobre. Un seul but : convenir d'une date pour convoquer une réunion mondiale des responsables de gouvernements et de toutes les grandes organisations internationales. Rendez-vous sera pris à Washington pour le 15 novembre.

Désormais l'obsession sarkosienne n'est plus « la rupture », mais « la régulation ». Sarko devient Keynésien et tout heureux, encore une fois, de voir que ça marche ! En fait, Sarko se sent bien dans son rôle de président du Conseil européen, d'autant que pour le citoyen lambda et les médias grand public, le Conseil européen se confond avec l'Union européenne et, pour faire court, avec l'Europe elle-même. Sarko est donc devenu pour tout un chacun « M. Europe », tandis que Barroso est le nouveau Fillon ! Nicolas s'avise d'ailleurs assez vite qu'il sera bientôt au terme de sa présidence semestrielle, que la présidence de l'Eurogroupe, c'est-à-dire des grands argentiers de la zone euro, ne lui paraît plus à la hauteur des événements qu'impose la crise. Alors, il avance l'idée d'un véritable « gouvernement économique européen » qu'éventuellement il serait disposé à animer...

Chemin faisant, il énonce de temps en temps d'autres vérités qui méritent d'être relevées :

- « le problème de l'Europe c'est qu'elle n'a pas d'ambitions » ;
- « ses réunions de travail sont interminables et respirent l'ennui » ;
- « si tous les pays membres de l'Union ont les mêmes droits, les grands ont davantage de devoirs » ; etc...

Ses initiatives l'ont souvent amené à s'avancer plus loin qu'il ne convenait d'aller, mais il a un sens inné de l'art de la virevolte... Ainsi, voulant faire en sorte que l'Union européenne entretienne de meilleures relations de partenariat et de voisinage avec la Russie, il a cru devoir critiquer le 14 novembre le projet de bouclier antimissile conçu par Washington sur les territoires polonais et tchèque en plein accord avec les gouvernements de Prague et de Varsovie. Ceux-ci, bien que membres de l'Union européenne, lui ont aussitôt fait savoir qu'il se mêlait de ce qui ne le regardait pas, ce sujet n'étant pas à l'ordre du jour de la présidence française. Sarkozy, beau joueur, est revenu sur ses propos dès le lendemain.

On lui a surtout reproché d'avoir quelque peu malmené les traditionnelles relations du couple franco-allemand illustrées par de Gaulle-Adenauer, Giscard d'Estaing-Schmidt, Mitterrand-Kohl et même avec quelques bémols Chirac-Schröder. De fait, entre Sarko et Angela ce ne fut pas toujours de tout repos, malgré les embrassades auxquelles il fallut consentir pour les photos de famille. En particulier, la chancelière s'est montrée agacée des initiatives que ce partenaire obligé prenait parfois, en vertu des priorités qui s'attachent aux relations entre Paris et Berlin, mais apparemment un peu trop débordant d'adrénaline à son goût.

En particulier, Sarko s'est heurté fréquemment aux « je vais réfléchir » que lui avait opposé la Chancelière. « Pendant qu'elle réfléchit, moi j'agis » a-t-il fait savoir à son entourage qui s'est empressé de colporter le propos.

Angela informée n'aurait pas apprécié, alors qu'elle s'évertuait à lui expliquer qu'elle était en charge d'un gouvernement de coalition ; que le 27 septembre prochain, elle devrait faire face à des élections législatives et qu'elle devait agir de concert avec un ministre des finances social-démocrate peu accommodant, Peer Steinbrück, aussi soucieux qu'elle d'assurer l'équilibre des finances publiques, et un ministre des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, de surcroît vice-chancelier, qui sera son adversaire. Narquois, Sarkozy aurait rétorqué avec superbe « moi aussi, j'ai mes socialistes. Mais, j'ai pris soin de les choisir » !

Et puis – avant d'en terminer sur ce point – pourquoi le quotidien « le Monde » a-t-il traité sur cinq colonnes le 12 décembre dernier : « l'Allemagne face au tandem franco-britannique », alors qu'aucune explication satisfaisante n'a été donnée à propos de ce mini-sommet de Londres entre Sarkozy, Brown et Barroso et où Angela Merkel brillait par son absence, tandis que le premier ministre britannique est avant tout celui d'un pays qui, certes, fait pleinement partie de l'Union européenne, mais en prenant grand soin de rester à l'écart de la zone euro, pour préserver les charmes déclinants de la livre sterling ?

Tout cela n'est pas trop grave et relève plus de l'anecdotique et du chipotage politique que d'autre chose, mais précisément l'art de la conduite politique veut qu'en ces matières on reste toujours sur ses gardes.

Ceci dit, la présidence tchèque qui vient de commencer s'annonce sur fond de crise économique et financière, de crise proche-orientale grave, de crise énergétique sensible, du fait des mésententes entre la Russie et l'Ukraine à propos du gaz.

Elle s'annonce bien incertaine à divers égards. Pas tellement, parce que la République tchèque est un petit pays d'Europe centrale d'une dizaine de millions d'habitants, qui serait pour ce motif en peine de présider un ensemble aussi vaste et varié de pays et de populations que l'est l'Union européenne... Après tout, la petite Slovaquie qui a assumé la présidence avant la France n'en compte que deux et le Luxembourg grand ducal s'est acquitté des mêmes tâches en ne revendiquant que quelques petites centaines de milliers de citoyens. Les uns et les autres ont mené cette mission à bien par leurs propres moyens avec l'appui de la Commission et des services dont Barroso est le maître d'œuvre.

Mais les événements récents ont mis en lumière l'intérêt qu'il pourrait également y avoir à confier la présidence de l'Union à une personnalité politique forte en période de crise. Or, les traités n'ont manifestement pas pris en considération ce cas de figure. Même celui de Lisbonne qui, certes, a le mérite de mettre fin à l'absurde tourniquet présidentiel semestriel en prévoyant des présidences stables d'une durée de deux ans et demi, suggère plutôt le profit d'un « chairman » libéré de tout mandat national, une sorte de « premium inter pares » somme toute. Comme l'a finalement rappelé Ferdinando Riccardi dans son édito de l'Agence Europe le 22 décembre dernier. Le rôle du président, selon Lisbonne, sera celui d'un ordonnateur des préparatifs de réunions du Conseil européen afin d'y dégager plus aisément des positions consensuelles, surtout à mesure que le cercle s'élargit, mais aussi d'assumer la représentation extérieure de l'Union en matière de PESC et en coopération écrite avec le Haut représentant prévu à cet effet par le traité déjà ratifié par 25 Etats membres sur 27. Il y a là l'amorce d'un débat que nous devons avoir ultérieurement, une fois tournée la page du traité de Lisbonne.

Mais, pour l'heure, nous n'en sommes même pas là. Nous avons toute chance de vivre une période où le contraste entre présidence tchèque et présidence française risque d'être assez saisissant. Nicolas Sarkozy voulait incarner une présidence volontariste ; tous drapeaux européens déployés dans les moments officiels aux côtés des drapeaux nationaux. Ce n'étaient que des symboles, mais les symboles ne sont jamais dénués de signification. Ce ne devrait plus être la norme dans le cas des Tchèques.

Chaque pays a ses typologies atypiques. En Tchéquie, le président de la République, Vaclav Klaus, est un eurosceptique, par ailleurs allergique à la monnaie unique/ Admirateur de Margaret Thatcher, dit-on, il se veut ultralibéral et antiécologique, décrétant tout de go, que tant qu'il exercerait sa fonction, le drapeau européen ne flotterait pas sur le château de Prague, résidence officielle des chefs d'états tchèques. Vaclav Klaus, Vaclav Havel, quel contraste !

Le président tchèque a non seulement refusé de parapher le traité de Lisbonne s'il est adopté par le parlement de Prague, tant que l'Irlande ne l'aura pas elle-même ratifié, mais il aurait également apprécié en novembre dernier, lors d'une rencontre avec le milliardaire Decklan Gauley, considéré comme le héraut du « non irlandais » au traité de Lisbonne, que des listes hostiles à celui-ci soient présentées partout où la chose sera possible à l'occasion des élections européennes de juin prochain. Pour un peu, dit-on, l'Union serait à ses yeux un chiffon rouge comme le fut l'URSS. Une telle assimilation, faut-il le dire, n'a aucun sens. Quoi qu'il en soit, il faut savoir que Vaclav Klaus dispose d'une popularité enviable et qu'il en usera dans le débat en cours. Mirek Topolánek, premier ministre, leader du parti ODS (conservateur et libéral) fondé par Klaus, partisan de l'Union européenne se propose, néanmoins, de mener à bien la ratification du traité.

Trois priorités pour cette présidence : l'économie, l'énergie, l'Europe dans le monde, un triple « E ». Les Tchèques œuvreront en faveur de l'édification d'un partenariat avec l'Europe orientale ex-Soviétique, étant entendu que le cas de la Russie sera traité à part. Mais qu'est-ce

que l'Europe orientale ex-soviétique depuis que les Etats Baltes ont rejoint l'Union européenne ? Elle comprend la Biélorussie, la Moldavie, l'Ukraine et, dans le Caucase, la Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan. Un sommet réunissant les représentants de l'Union européenne et de cette constellation disparate se tiendrait à Prague au Printemps. La Commission à Bruxelles est déjà saisie du dossier.

IV – ET LA RUSSIE

Avec la Russie elle-même, l'Union européenne s'est décidée à prendre les devants. A l'initiative de Nicolas Sarkozy les 27 se sont mis d'accord pour reprendre les négociations en vue d'un « partenariat stratégique », interrompues du fait de la guerre de Géorgie l'été dernier, alors qu'elles venaient à peine de commencer. Pour les Russes, l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud qui, officiellement, font toujours partie de la Géorgie, est « irréversible » et l'armée russe continuera à y séjourner, tandis que l'Union européenne a refusé toute partition, en déclarant « soutenir pleinement l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité de celle-ci ». Autrement dit, sur le fond, les positions politiques et juridiques restent entièrement contradictoires. Rien n'est réglé.

Par ailleurs, à l'occasion du sommet UE – Russie qui s'est tenu à Nice le 14 novembre 2008, la décision a été prise de convoquer à la mi-mai 2009 un sommet de l'OSCE (Organisation sur la coopération et la sécurité en Europe) créée par les accords d'Helsinki avec l'exURSS en 1975, à l'époque de Brejnev encore. Le sommet aura pour objectif de discuter la proposition de Dmitri Medvedev en vue de créer « une nouvelle architecture de sécurité collective en Europe ». Cette question sera aussi au cœur du Sommet de l'OTAN, convoqué à Strasbourg et à Kehl en avril 2009. Sommet au cours duquel la France devrait annoncer son retour officiel au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord dont le général de Gaulle avait annoncé le retrait français en demandant l'évacuation des bases Atlantique situées dans l'hexagone le 21 février 1966.

L'annonce d'une grande négociation entre pays européens membres de l'Alliance Atlantique et la Russie pourrait *a priori* être accueillie favorablement. Cela n'a pas été le cas, le 5 novembre 2008, quelques jours avant le Sommet Union européenne / Russie à Nice, Dmitri Medvedev ayant cru devoir annoncer le déploiement d'ici à 2012 de missiles Iskander dans la région de Kaliningrad, enclavée entre la Pologne et la Lituanie, ainsi que l'installation au même endroit d'un système de brouillage de nature à neutraliser éventuellement les nouveaux éléments du système de défense antimissiles que Washington doit déployer en Pologne et en République tchèque pour parer à une éventuelle attaque nucléaire surprise en provenance de l'Iran. En fait, la question que l'on peut surtout aujourd'hui se poser est la suivante : Obama *regnante*, le projet conçu par l'administration Bush sera-t-il maintenu ? En héritant des responsabilités assumées par l'URSS, la Russie a hérité de ses intérêts intercontinentaux. Elle assume, entre autres, l'héritage d'annexions antérieures à l'ère Eltsine - Poutine dont l'oblast de Kaliningrad désignant, en réalité Königsberg, l'ancienne patrie d'Emmanuel Kant qui plaçait au firmament de l'entendement humain, « la raison ».

La Russie, par ailleurs, entretient depuis quelques années des rapports tendus avec son frère de lait, l'Ukraine, ou plus exactement avec la majorité pro-occidentale d'Ukraine, rassemblant le parti du président de la République, Victor Iouchtchenko, et celui de son premier ministre, la belle Ioula Timochenko, popularisée par la tresse d'or que compose sa chevelure. Les deux

personnages aux perpétuelles querelles ont fini par reformer, au moins provisoirement, leur « coalition orange », pour deux raisons :

- d'une part, la nécessité de sauver l'Ukraine de la débâcle économique, sous la pression du Fonds monétaire international qui vient d'accorder au gouvernement de Kiev un prêt de 16,4 milliards de dollars.
- d'autre part, l'obligation de faire face avec un minimum de cohérence aux exigences de Gazprom qui fixe les prix de l'or bleu russe, non seulement pour l'Ukraine, mais pour toutes les quantités qu'il exporte vers l'Union européenne. L'Union est, en effet, également largement tributaire du gaz en provenance de la Sibérie et de l'Asie centrale. En l'état présent, selon l'Agence internationale de l'énergie, 41% du gaz que nous importons provient de Russie, 21% de la Norvège, 18% de l'Algérie, le reste de pays divers.

L'Ukraine, pour le moment, incapable de payer ses arriérés à Gazprom dans les délais voulus, se heurte à des négociateurs russes qui ont fermé les robinets tant qu'un accord ne sera pas intervenu avec Kiev. L'Union européenne est donc dans une situation d'autant plus inconfortable que les Etats membres de l'Union négocient chacun séparément avec Gazprom et que chaque grande société énergétique veut préserver son positionnement.

Pour en terminer avec la Russie, je citerai quelques éléments d'une excellente analyse présentée au nom de la Commission de défense de l'Assemblée européenne de sécurité et de défense en date du 6 mai dernier.

En premier lieu, il faut savoir que « c'est avec les revenus tirés du pétrole et du gaz que la Russie finance aujourd'hui la refonte de son système de défense » ; que la Russie à laquelle l'Union européenne et l'OTAN se trouvent confrontées « n'est plus celle des années de la présidence de Boris Eltsine. La coopération n'exclut plus la confrontation ouverte ».

Deuxièmement : un des problèmes stratégiques majeurs de la Russie est celui des ressources humaines alors que le pays se trouve dans une phase démographique déclinante. « Avec plus d'un million d'officiers et de soldats sous les drapeaux, les forces armées russes se classent au quatrième rang en nombre, après la Chine, les Etats-Unis et l'Inde ». Dans tous les cas, il s'agit d'Etats disposant également de l'arme nucléaire.

Précisément, sur le plan des armements nucléaires, la Russie garde toujours un arsenal impressionnant. Le pays pouvait compter début 2008 sur 702 vecteurs comportant 3 155 têtes nucléaires. Les forces de fusées stratégiques peuvent emporter 1 677 têtes nucléaires ; la flotte dispose de 14 sous-marins lance-missiles porteurs potentiellement de 606 têtes nucléaires. Enfin, 78 bombardiers stratégiques ont la capacité d'embarquer jusqu'à 872 missiles de croisière à longue portée.

En 2008, la référence aux armes nucléaires est revenue dans le discours officiel russe, même s'il faut moderniser cet arsenal hérité de la guerre froide (la durée de vie technique d'une arme nucléaire étant d'environ 30 ans).

Un Conseil permanent OTAN – Russie existe depuis 1997, en tant que cadre de dialogue, de consultation et de coopération. Les relations OTAN – Russie n'en sont pas moins « entachées d'ambiguïtés ». Des « sujets de discorde existent et la méfiance perdure » comme l'a rappelé l'affaire des négociations bilatérales de Washington avec Varsovie et Prague, à propos de

« l'installation d'éléments du système nucléaire américain de défense antimissile globale en Pologne et en Tchéquie ».

« Si, dans les dernières années du XX^{ème} siècle, on a pu ignorer la Russie, ses intérêts et ses priorités, ce n'est plus le cas aujourd'hui », ainsi que les problèmes posés par le programme nucléaire iranien et l'indépendance du Kosovo l'ont rappelé.

« Deuxième partenaire sur les plans géographique et économique, l'Union européenne n'a pas à proprement parler de relations de défense avec la Russie » pour la simple raison « qu'elle n'a pas de structures politico-militaires intégrées. Et ce, sur des sujets majeurs qui restent des sujets de discorde :

programme de défense antimissile balistique,
élargissement des capacités de défense vers l'est du continent européen,
avenir du traité FCE (forces conventionnelles en Europe),
rôle de l'OTAN.

Voici donc où nous en sommes, si l'on appréhende l'Union européenne au-delà de ce qui la caractérise *stricto sensu*, en gardant en mémoire l'existence d'une autre région à problème pour le devenir de l'Union européenne : celle des Balkans où se négocie l'adhésion de la Croatie ; où le Monténégro vient de présenter à son tour sa candidature, suivant en cela l'exemple de la Macédoine que la Grèce ne veut reconnaître que sous le nom d'ARYM (ancienne République yougoslave de Macédoine), tandis que l'Albanie annonce son intention d'emboîter le pas aux monténégrins et que la Serbie a signé en avril dernier un accord d'association (ASA) avec Bruxelles, tout en rejetant farouchement l'indépendance du Kosovo pourtant reconnu par une majorité d'Etats membres de l'Union européenne qui n'en accorde pas moins à ce parent pauvre une aide de 1,2 milliards de dollars.

Permettez-nous de vous dire que nous avons le plus grand doute sur la capacité de nos concitoyens à saisir les nouveaux fils d'Ariane qui permettent d'identifier une situation d'une telle complexité, même s'ils éprouvaient – ce dont je doute – l'intention d'explorer le labyrinthe européen tel qu'il se présente à nous au début de janvier 2009.

V – L'ENGRENAGE ORIENTAL

En Orient, les bruits de guerre paraissent depuis le début de l'année 2008 s'être quelque peu estompés dans les pays du pourtour méditerranéen, et même en Irak.

- Tout d'abord, il y avait longtemps que la situation au Liban n'était apparue aussi calme. Très exactement depuis que le chef de l'armée, Michel Sleimane, a pu être élu président de la République en mai 2008, même si l'opposition soutient la résistance contre Israël, menée par les chiites du Hezbollah armés par la Syrie et l'Iran. Les derniers affrontements ont effectivement eu lieu à Beyrouth au mois de mai dernier. Les combats entre partisans du Hezbollah chiite ou du gouvernement se sont étendus faisant 65 morts. Des élections législatives sont normalement prévues en mai prochain. Le voisinage d'Israël aidant, le pays du cèdre n'en demeure pas moins potentiellement instable, du fait de sa structure politique féodale confessionnelle.

- En Irak, les opérations militaires ont perdu beaucoup de leur intensité. Les réseaux d'Al Qaida ont subi des échecs et connaissent un déclin. Une partie des tribus sunnites se sont ralliées au pouvoir pro-américain en place à Bagdad. Les violences ont notablement diminué. Par ailleurs, les extrémistes chiites ont également subi des revers, notamment à Sadr City, leur fief de Bagdad. L'autorité du premier ministre chiite Nouri Al-Maliki s'est renforcée. Il existe désormais une armée irakienne de nature à relayer sur le terrain, au moins dans certains cas, les troupes américaines. Pour le moment 146 000 militaires américains demeurent sur place. Ils devront, selon les accords concoctés au mois de novembre dernier, avoir quitté le pays avant la fin de 2011. Le candidat Obama a même prévu, au cours de la campagne électorale, que l'essentiel du contingent serait évacué d'ici au 30 juin 2009.

Mais les Etats-Unis n'entendent évidemment pas se désintéresser de ce qui se passe dans le pays, qu'il s'agisse des intérêts pétroliers, de la proximité iranienne, ou de la pérennisation du statut d'autonomie des Kurdes, y compris de la grande ville de Kirkouk dont on ignore si elle restera purement irakienne ou si elle finira par rejoindre le Kurdistan. Ce puissant intérêt de Washington s'incarne d'ailleurs dans l'imposante ambassade américaine qui vient d'être ouverte à Bagdad, cernée par des kilomètres de fortifications et s'étendant sur 42 hectares alors que George W, quelques jours plus tôt, devait esquiver de justesse le jet de chaussure d'un journaliste irakien, Mountazer Al-Zaïdi, au cœur de la « zone verte » ultra protégée.

Ainsi se tourne également une page sanglante de l'histoire récente avec le retrait des troupes britanniques en juillet prochain. La sécurité n'est pas encore, pour autant, pleinement assurée entre le Tigre et l'Euphrate de même que dans les grandes villes du nord, Kirkouk et Mossoul, malgré la présence de dizaines de milliers de policiers et soldats. Le dernier attentat survenu à Kirkouk, le 11 décembre, a encore fait 55 tués et 95 blessés.

- D'une manière générale, les affrontements se sont concentrés ces derniers mois vers le sud et l'est du continent asiatique : Afghanistan et Pakistan, notamment dans les zones tribales de la frontière afghano-pakistanaise. Les Etats-Unis ont donc décidé d'engager, dans ces zones hostiles, en 2009, de 20 à 30 000 soldats supplémentaires. Ce qui portera à 100 000 le nombre des militaires étrangers stationnés en Afghanistan.

Le Pakistan, de son côté, est devenu une zone privilégiée d'attentats qui ont causé la mort de 1 500 personnes en 10 mois. En décembre, des dépôts de matériel de l'OTAN ont été attaqués et 230 camions incendiés. Le « cancer du terrorisme » dévore donc, à son tour, le pays que préside Zardari, le veuf de Bénazir Bhutto, elle-même tuée dans un attentat qui a fait plus de 20 victimes le 27 décembre 2007.

- Tel est le paysage. Il n'a rien de réjouissant et voici qu'à son tour, l'Inde a été frappée au cœur de sa capitale économique, Mombay alias Bombay (17 millions d'habitants) le 27 novembre dernier, faisant 195 morts et 300 blessés provoquant un regain de tensions.

C'est dans ce vaste contexte qu'il faut tenter d'apprécier la très grave crise qui a éclaté dans le territoire de Gaza, à la fin de la présidence française. L'éternisation de la conflictualité israélo-palestinienne agit comme une bombe à retardement capable d'embraser l'Orient et de déstabiliser la communauté internationale.

Tout indiquait, malgré les « congratulations » d'Indianapolis le 27 novembre 2007 et la bonne volonté manifestée par la Conférence internationale des donateurs pour la Palestine conclue à Paris le 17 décembre 2008, avec la promesse d'une aide de 7,3 milliards de dollars sur trois ans, que la montée du mouvement de la résistance islamique Hamas opposé à reconnaître l'existence même de l'Etat hébreu, conduirait à de nouveaux affrontements. Or, la conjoncture économique et sociale désastreuse des territoires palestiniens a favorisé la montée en puissance du Hamas lors des dernières élections législatives régulières en janvier 2006, et surtout sa prise de contrôle de Gaza en juin 2007, au détriment du Fatah qui a conservé jusqu'à présent ses prérogatives au sein de ce qu'il reste de l'Autorité palestinienne, sous la présidence de Mahmoud Abbas, à Ramallah.

Le 17 janvier 2008, en représailles à l'intensification des tirs de roquettes provenant de la bande de Gaza, Israël a imposé un premier blocus et mené des raids aériens sur cette zone maudite où s'entassent 1 500 000 individus. Malgré de multiples incidents, le 19 juin dernier une trêve tacite de 6 mois a été conclue à Gaza à la suite d'un accord, à vrai dire inespéré, entre le Hamas et Israël. Cet accord a pris fin le 19 décembre 2008.

La branche armée du Hamas, les Brigades Ezzedine Al-Qassam, reprochant à Israël d'avoir multiplié les contraintes du blocus, a annoncé que « la trêve ne sera pas renouvelée avec l'ennemi sioniste ».

Des élections législatives sont prévues en Israël le 10 février. L'actuel gouvernement centriste mené par le Kadima en compétition avec le Likoud, a donc opté en faveur de l'action militaire contre le bastion Hamas de Gaza, à la suite d'une récente multiplication des tirs de roquettes qui ont surtout atteint Ashkelon et Sdérot, deux localités israéliennes proches de la frontière du territoire Gazaoui. A mon sens, ce n'est pas le fait du hasard si ces événements sont survenus à la fin de la présidence de George Bush qui a toujours appuyé la politique israélienne et avant que son successeur Barak Obama ne jette tout son poids dans la balance. Poids dont on ignore encore la teneur, mais dont on peut penser qu'il sera d'une autre nature que celui de George W. Le résultat, nous le connaissons... Nous avons assisté à des spectacles de violences inouïes. Violences qui ont frappé sans distinction, dans une promiscuité totale, les populations et les combattants du Hamas. On peut imaginer que le Hamas sortira exsangue de l'épreuve de force « plomb durci », mais l'accumulation des haines inexpiables qui en résultera risque d'avoir un goût amer pour tous.

Devant la déferlante des événements, l'Union européenne a intensifié ses interventions diplomatiques. Le premier ministre tchèque qui préside le Conseil européen a annoncé un « plan ». Nicolas Sarkozy s'est transformé en « Monsieur bons offices ». Les Etats-Unis ont fini par accepter le principe d'un cessez-le-feu.

Le 3 janvier, la présidence tchèque avait qualifié l'opération irakienne contre Gaza de « défensive plus qu'offensive », provoquant des réactions arabes négatives et la manifestation de « l'incompréhension » de plusieurs capitales européennes. Dès le 4 janvier, la présidence tchèque a corrigé le tir, précisant dans une déclaration écrite que « même le droit incontestable à se défendre ne légitime pas que soient entreprises des actions dont les principales victimes sont les populations ». Dans le même texte, la présidence de l'Union a

réitéré son appel au cessez-le-feu et à la définition d'un nouvel accès pour l'aide humanitaire internationale à « la population de Gaza ».

Dans « le Monde » du 27 décembre dernier, en pleine page et sous la forme d'un encart publicitaire, on mettait encore en lumière ce qu'on appelait « l'initiative de paix de 57 Etats arabes et musulmans » « réaffirmant leur intention d'établir des relations diplomatiques et normales avec Israël, en contrepartie d'un accord de paix et d'un dénouement de l'occupation, sous réserve qu'Israël se retire de la totalité des territoires arabes occupés depuis 1967, en exécution des résolutions du Conseil de sécurité et appelant le même Israël à accepter la création d'un Etat palestinien indépendant et souverain avec Jérusalem Est pour capitale ». Sans doute, un tel texte a-t-il été publié sous cette forme et à ce moment pour rappeler des exigences inchangées depuis quarante ans...

On trouve, dans la liste produite, des pays aussi divers que l'Afghanistan aux prises avec ses propres extrémistes islamiques, les talibans ; le richissime sultanat pétrolier de Brunei, dont le monarque serait l'homme le plus riche du monde, avec un palais de près de 1 800 pièces et 300 salles de bain ; des pays francophones arides et dénués de tout ou presque tout comme le Mali ; la Mauritanie ; le Sénégal de Senghor ; le Soudan du général Hassan el-Béchir - en lutte armée au Darfour et dans les régions du Haut-Nil depuis des lustres – aujourd'hui menacé d'être traduit devant un tribunal pénal international ; l'Iran des mollahs et d'Ahmanidejad toujours en mal de puissance nucléaire ; le Yemen incontrôlable ; la Somalie à feu et à sang qui, hors de tout état de droit, est devenue le repaire des pirates de l'Océan indien et du golfe d'Aden ; l'Albanie, candidate à l'Union européenne ; la Guinée du « capitaine président putschiste » le plus récent, Moussad Dadis Camera ; les Emirats arabes unis qui édifient à Dubaï un complexe de tours qui dépasseront largement les performances de celles d'une autre époque à New-York, comme l'Empire State Building (449 mètres au sommet de son antenne), puisque l'objectif pharaonique est désormais de s'élever à un kilomètre de hauteur grâce à un budget mirobolant ; etc... Autrement dit, cette liste, dont je n'ai cité que quelques exemples, comprend tout et son contraire. Rares sont les Etats démocratiques qui y prennent place selon nos normes et les normes officielles de la société internationale.

Ce rappel émane de la Ligue arabe pour laquelle le monde musulman prend le profil d'une sorte d'extension du monde ismaélien proprement dit. Il s'adresse aux Etats-Unis, aux Nations Unies, à la Fédération de Russie, aux Etats islamiques et à l'Union européenne en tant que telle.

Quand on prend connaissance de cette littérature et que l'on observe ce qui se passe sur le terrain, on en vient à se demander si l'on rêve. A mon sens, tout ceci ne s'explique que par une sorte de démission de la communauté internationale et, en son sein, des démocraties occidentales.

Et l'Union européenne dans tout cela ? Je l'ai évoquée à propos d'une communication de la présidence tchèque. Telle que nous la percevons, nous dirons que nous la voyons s'avancer d'un pas incertain. Elle progresse à tâtons et donne encore trop souvent le sentiment, malgré les progrès accomplis, d'être toujours bien en peine de pouvoir affronter les réalités mondiales de notre époque avec l'efficacité que l'on souhaiterait.

Jean-Pierre Gouzy
Paris, 8 janvier 2009